



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 7

Texte de la question

CRISE ÉCONOMIQUE ET BUDGET DE 2008

M. le président. La parole est à monsieur Didier Migaud.

M. Didier Migaud. Monsieur le Premier ministre, il semble qu'il y ait un décalage de plus en plus grand entre votre discours et la réalité vécue par beaucoup de nos concitoyens qui voient leurs conditions de vie se dégrader, en raison d'un pouvoir d'achat de plus en plus bridé, comme vous le reconnaissez vous-même.

M. Richard Mallié. Merci les 35 heures !

M. Didier Migaud. Vous nous parlez d'une croissance vigoureuse. Mais alors, pourquoi garder les hypothèses de croissance arrêtées par vos prédécesseurs ? Vous conservez les mêmes hypothèses de croissance alors qu'en juillet dernier, vous nous annonciez un choc de confiance. Comment se traduit le choc de confiance dans la réalité vécue par nos concitoyens ?

Autre remarque : vous avez arrêté vos hypothèses de croissance avant la crise financière de l'été. Et vous nous expliquez que cette crise n'a pratiquement pas de conséquences en France, qu'elle s'arrête à nos frontières comme le nuage de Tchernobyl à une époque ! Comment pouvez-vous sincèrement penser que cette crise financière peut être sans conséquences sur la situation de nos concitoyens ? (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Enfin, ne devons-nous pas redouter, en plus des nouvelles taxes médicales prévues, d'autres mesures d'austérité ? Madame la ministre de l'économie, vous avez jugé inopportun d'augmenter la TVA. Cela veut-il dire qu'il y aura un moment opportun ? Si oui, quand ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, *ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique*. Monsieur le président de la commission des finances, vous parlez de " décalage ". Mais c'est exactement le contraire ! Quelle est la situation économique de notre pays ?

M. Patrick Roy. C'est la faillite !

M. le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique. C'est pas assez de travail, de croissance, de compétitivité. Ce diagnostic était au coeur de la campagne du Président de la République, il est au coeur de l'action du Gouvernement de François Fillon.

Monsieur le président de la commission des finances, le budget de 2008 est construit pour répondre exactement à cela : augmenter l'investissement, la confiance, la consommation, la richesse nationale.

Comment ? Depuis hier, on peut faire des heures supplémentaires pour gagner plus (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine*). Comment encore ? Grâce au crédit d'impôt pour la recherche qui va favoriser l'enseignement supérieur et la recherche, et au crédit d'impôt pour l'immobilier qui va relancer la construction.

Toutes ces mesures sont inscrites dans le budget de 2008. Cela représente une hausse de 6 % des dépenses d'investissement. Jamais aucun budget n'avait augmenté autant les dépenses d'avenir !

En même temps, et c'est le deuxième pilier de la relance, ce budget pose un jalon supplémentaire pour parvenir à l'équilibre de nos finances publiques. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine*)

M. Philippe Vuilque. Vous n'y croyez pas vous-même !

M. le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique. La maîtrise sans précédent des dépenses publiques se base sur des réformes structurelles comme jamais nous n'en avons entrepris - le Premier ministre l'a bien indiqué tout à l'heure - et sur le coup d'arrêt qui sera donné à la dérive insupportable des comptes de notre protection sociale.

Vous dites décalage ? Je dis responsabilité. Vous dites décalage ? Je dis action. Vous dites décalage ? C'est celui qui nous sépare des propositions socialistes : toujours moins de travail, toujours plus de dépenses publiques, toujours plus d'emplois publics, toujours plus de déficits. Ce décalage-là, nous vous le laissons !
(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)

M. Albert Facon. Et la TVA ?

Données clés

Auteur : [M. Didier Migaud](#)

Circonscription : Isère (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 7

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et fonction publique

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 octobre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 octobre 2007